LA DÉSHÉRENCE SUCCESSORALE FACE LA PROTECTION DES CRÉANCIERS DU DE CUJUS EN DROIT CONGOLAIS : ÉTUDE DE LEGE FERENDA

Par

Elie MPENGA NDUNGA

*Chef de Travaux à la Faculté de droit de l'Université Kongo
Apprenant en DES à l'Université de Kinshasa*

RÉSUMÉ

En droit congolais des successions, aux termes de l'article 756 de la loi n°87-010 du 1^{er} août 1987 portant Code de la famille, les droits et obligations du de cujus constituant l'hérédité passent à ses héritiers et légataires conformément aux dispositions du présent titre hormis le cas où, ils sont éteints par le décès du de cujus. Mais à défaut de quatre catégories d'héritiers prévues par la loi, la succession tombée en déshérence, c'est-à-dire, elle revient à l'Etat, sur pied de son pouvoir de police et non en qualité d'héritier. Dans ce cas, le Code de la famille ne prévoit rien quant à ce qui concerne, la protection des créanciers du défunt. C'est ainsi, cet article est une réponse à cette question, laquelle réponse passe impérativement par une réforme législative. La réforme par nous proposée aura pour mission de prendre en charge la protection des créanciers du défunt, devenu par le fait de la succession, créanciers de la succession.

Mots-clés : *Succession, déshérence, héritier, vacance, patrimoine, mort, passif, actif, débiteur et créancier*

SUMMARY

In Congolese inheritance law, under the terms of article 756 of law n°87-010 1 August 1987 on the Family Code, the rights and obligations of the deceased constituting the heredity pass to his heirs and legatees in accordance with the provisions of the present title, except where they are extinguished by the death of the deceased. But in the absence of the four categories of heirs provided for by law, the estate falls into escheat, that is, it reverts to the State, on the basis of its police power and not as heir. In this case, the Family Code does not provide for the protection of the creditors of the deceased. Thus, this article is an answer to this question, which answer passes imperatively by a legislative reform. The reform by us proposed will have for mission to take in charge the protection of the creditors of the deceased, become by the fact of the succession, creditors of the succession.

Keywords: *Succession, escheat, heir, vacancy, patrimony, death, liabilities, assets, debtor and creditor*

INTRODUCTION

La mort d'une personne marque incontestablement la fin de son existence physique alors que sa vie juridique se poursuit par le biais de ses héritiers à travers les mécanismes des successions. La mort, elle, se manifeste par l'arrêt définitif du cœur ou de la respiration, la fin du fonctionnement simultané des différents organes nécessaires à la vie, ou l'abolition totale et irréversible des fonctions cérébrales. Lorsque la mort est ainsi constatée, ou lorsqu'elle est constatée à la manière qui est la nôtre, il se pose habituellement deux ordres de problèmes : ceux relatifs aux funérailles et ceux résultant de la destination à donner à l'héritage du défunt.¹

En droit congolais des successions, lorsqu'une personne vient à décéder, la succession de cette personne appelée « de cuius » est ouverte au lieu où elle avait, lors de son décès, son domicile ou sa principale résidence. Et, en toute suite logique, l'article 756 de la loi n° 87-010 du 1^{ère} Août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 Juillet 2016 relaye : « les droits et obligations du *de cuius* constituant l'hérédité passent à ses héritiers et légataires conformément aux dispositions du présent titre, hormis le cas où ils sont éteints par le décès du *de cuius*.² Nous disons donc en d'autres termes, par le fait de la mort d'une personne, que son patrimoine passe à ses héritiers ou légataires.

Par le fait de la succession, les héritiers recueillent une universalité, c'est-à-dire, un ensemble comprenant un actif et un passif. Les héritiers succèdent ainsi aux dettes en même temps qu'aux droits. Ces solutions ont été expliquées nous confirme le Professeur BOMPAKA NKEYI MAKANYI, par l'idée de la *continuation de la personne du défunt*.³

Le principe de la continuation de la personne du défunt par les héritiers a comme conséquence logique que les héritiers sont tenus indéfiniment du passif de la succession dont leurs biens personnels seront tenus au même titre que ceux qu'ils recueillent dans la succession. La continuation de la personne implique la confusion des patrimoines du défunt et des héritiers. C'est le principe de l'obligation *ultra vires*.⁴

A la mort d'une personne, son patrimoine passe auprès de ses héritiers, lesquels héritiers sont déterminés à l'article 758 de la loi n° 87-010 du 1^{er} Août

¹ H-P. MUPILA NDJIKE KAWENDE, *Les successions en droit congolais*, Kinshasa, Paix-Congo, 2000, pp. 24-25.

² AMISI HERADY, *Droit patrimonial de la famille : régimes matrimoniaux, successions et libéralités*, Kinshasa, Editions Universitaires Africaines, 2022, p. 121.

³ BOMPAKA NKEYI MAKANYI, *Droit civil : les régimes matrimoniaux, les successions et libéralités*, Tome I, Morris ville, Lulu, 2019, p. 99.

⁴ *Idem*.

1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 Juillet 2016. La première catégorie de ces héritiers est constituée : des enfants du *de cuius* nés dans le mariage et ceux nés hors mariage mais affiliés de son vivant ainsi que les enfants adoptifs ; la deuxième catégorie comprend le conjoint survivant, c'est-à-dire veuf ou veuve, le père et la mère du *de cuius*, les frères et sœurs germains, consanguins ou utérins ; la troisième catégorie d'héritiers comprend les oncles et les tantes paternels et maternels. Ceux-ci viennent en effet, à la succession lorsque le *de cuius* ne laisse pas d'héritiers de la deuxième catégorie.⁵ Quoique non explicitement prévue par l'article 758 du Code de la famille tel que modifié et complété à ce jour, la vocation successorale de tout parent et de tout allié (héritiers de la quatrième catégorie) trouve sa base à l'article 762 de la loi précitée qui est libellé : « A défaut d'héritiers de la troisième catégorie, tout autre parent ou allié viendra à la succession, pour autant que son lien de parenté ou d'alliance soit régulièrement constaté par le Tribunal de paix qui pourra prendre telles mesures d'instructions qu'il estime opportunes. »

A défaut de quatre catégories d'héritiers telles qu'organisées dans le Code de la famille en son article 763, la succession est dévolue à l'Etat, ou mieux elle tombe en déshérence.

En présence d'héritiers, les créanciers du *de cuius* ont pour gage commun non seulement les biens de leur débiteur décédé, qui forme la succession, mais également les biens propres des héritiers devenus leurs débiteurs par le fait de la confusion des patrimoines résultant de la succession à la personne décédée. Cette thèse est corroborée par l'article 756 du Code de la famille.

Les choses deviennent autres à défaut d'héritiers de quatre catégories. Dans ce cas, la succession est dévolue à l'Etat, sans oublier qu'en pareille hypothèse l'Etat recueille la succession non pas en qualité d'héritier, mais plutôt sur base de son pouvoir de police sur les biens sans maître.

De ce qui précède, nous nous posons la question de savoir *quid* de la protection des créanciers du *de cuius* en cas de la déshérence successorale, lorsque l'actif réalisé n'est pas en même de couvrir la totalité du passif ?

⁵ Article 758 point 3 de la loi du 1^{er} Août 1987 portant Code de la famille tel que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 Juillet 2016

I. LE REGIME JURIDIQUE DE LA SUCCESSION EN DESHERENCE EN DROIT CONGOLAIS : DE LEGE LATA

I.1. Le contenu de la déshérence successorale

Le Code de la famille ne définit pas de façon claire la déshérence successorale. Il se limite à affirmer à son 763 alinéa 1^{er}: qu'« à défaut d'héritiers des quatre catégories, la succession est définitivement dévolue à l'Etat [...] »

Par déduction contenu de cet article 763 alinéa 1^{er} l'on attend par succession en déshérence, celle qui est attribuée à l'Etat, à défaut d'héritiers de quatre catégories telles que prévu par la combinaison des articles 758 et 762 du Code de la famille.

I.2. Les causes de la déshérence

La déshérence successorale a pour causes : l'absence d'héritiers, l'exhérédation et la renonciation.

1.2.1. L'absence d'héritiers

L'absence d'héritiers comme cause de la déshérence successorale, tire son fondement juridique de l'analyse de l'article 763 du Code de la famille. Il ressort en effet, de l'économie de cette disposition légale que la succession est acquise à l'Etat quand personne ne se présente pour la recueillir. En d'autres termes, c'est l'absence totale de successeurs qui permet à l'Etat d'acquérir une succession.⁶

En dehors de l'absence d'héritiers totale, la déshérence peut également résulter de l'exhérédation.

1.2.2. L'exhérédation

En droit de la famille, l'exhérédation est définie comme étant le fait pour une personne de déshériter un ou plusieurs de ses successeurs. Le Code de la famille ne lui consacre pas assez d'espace, si ce n'est en son article 776 qui dispose : « sauf stipulation contraire prévue par la présente loi, le testateur dans son testament peut exhériter de façon expresse ses héritiers *ab intestat* ou l'un d'eux sans désigner de légataire universel. La succession est réglée dans ce cas comme si l'héritier ou les héritiers exclus étaient décédés avant le testateur ».

De la glose de l'article 776 ci-haut cité, il ne fait l'ombre d'aucun doute que par le fait de l'exhérédation, l'on peut se retrouver dans une situation où il n'y a personne pouvant venir à la succession à cause de l'exclusion appelée en droit « exhérédation ». Dans cette hypothèse, la succession revient à l'Etat, pour ne pas dire, tombe en déshérence.

⁶ J-P. KIFUIBALA TEKILAZAYA, *Droit civil congolais ; régimes matrimoniaux, successions et libéralités*, P.U.L, Lubumbashi, 2013, p. 181

1.2.3. La renonciation

Pour ce qui est de l'exercice de l'option comme cause de la déshérence successorale, il importe d'affirmer que lorsqu'une succession est ouverte, la personne y appelée, désignée successible, a deux alternatives possibles offertes à sa volonté : soit poursuivre la succession envisagée, auquel cas l'option successorale est levée positivement, soit y renoncer, l'option successorale est levée négativement. La première branche de l'alternative constitue ce que l'on nomme l'acceptation de la succession.

L'acceptation successorale est donc l'acte unilatéral de volonté par lequel le successible choisit, pour sa part et portion, de poursuivre le patrimoine du *de cuius*, tant activement que passivement. L'acceptation pure et simple est également regardée comme la partie la plus naturelle de l'option successorale. Le droit des successions espère que cette partie est même la raison d'être du droit des successions. En d'autres mots, c'est l'option normale à laquelle s'attend le droit successoral. Elle réalise la transmission universelle des droits et obligations du défunt à l'héritier.⁷

Dans le cadre de cette étude, seule la renonciation sera examinée, au motif que sa mise en œuvre par tous les héritiers conduit à la vacance puis, si possible, à la déshérence.

En définitif, La renonciation à la succession est l'acte par lequel l'héritier répudie le droit de devenir successeur. Il abdique ses droits successoraux.⁸

Les articles 805 et 806 du Code de la famille déterminent à la fois les conditions de forme et les conditions de fond qui doivent être respectées pour la validité de toute renonciation.

I.3. La déclaration de la déshérence successorale

La procédure qui conduit à la déclaration d'une succession en déshérence requiert un constat et l'accomplissement de certaines formalités publicitaires.

1.3.1. La constatation de la déshérence

Pour ce qui concerne le constat ou mieux les enquêtes à mener lorsqu'une succession est vacante il existe un vide juridique en droit congolais, sachant que la déshérence successorale ne peut être envisagée qu'après la conduite à bon escient de la procédure de la vacance d'une succession. Donc à ce niveau des choses, la législation congolaise est lacunaire en la matière. La solution doit être recherchée, à cet effet, dans la législation étrangère.

⁷ AMISI HERADY, *op. cit.*, pp. 158-159.

⁸ R. DEKKERS, *Précis du droit civil belge*, Tome III, Bruxelles, Bruylant, 1955, p. 355

1.3.2. Les formalités publicitaires

L'acquisition par l'Etat des droits sur les successions en déshérence est soumise à des formalités publicitaires ou encore à une procédure rigoureuse, dont sa violation est susceptible d'engager sa responsabilité.

Le fondement juridique de la procédure d'acquisition par l'Etat des droits successoraux se trouve à l'article 763 du Code de la famille.

Cette procédure est la suivante : en cas de déshérence successorale dans un premier temps, la succession est dévolue provisoirement à l'Etat une année à dater de la publication de son existence.

Cette publication se fait dans un premier temps dans deux journaux du pays, dont l'un doit se trouver dans la province de l'ouverture de la succession et précisera l'identité complète de la personne décédée, et ceci forcément au lieu de l'ouverture de celle-ci.

Si aucun journal ne paraît dans la province de l'ouverture de la succession, la publicité doit être effectuée par voie d'affichage au chef-lieu de la province, aux sièges administratifs des territoires, des villes, des communes, des secteurs et des chefferies.

S'agissant du délai, nous affirmons que conformément à l'esprit et la lettre de l'article 763 sus évoqué, dans un premier temps après l'expiration d'une année après la publication examinée ci-haut, l'hérédité est acquise par l'Etat, en clair après l'écoulement de ce délai (une année) les héritiers, qui se présentent si ces derniers venaient à être trouver recevront l'héritage dans l'état où ils vont le trouver, mais quoi qu'il en soit, ils sont tenus de prendre à charge la facture du gardiennage et d'autres dépenses inhérentes à la gestion et à l'administration de la succession qui doivent être déduites toujours dans la masse héréditaire.

Le droit des héritiers de recueillir la succession est limité dans le temps, comme prévu à l'article 763 *in fine*, c'est-à-dire, dépassé cinq ans après la publication, la succession est définitivement acquise à l'Etat.

1.3.3. La nature juridique des droits de l'Etat sur les successions en déshérence

La nature juridique des droits de l'Etat sur une succession en déshérence n'est pas une question tranchée. Dans cette même logique, affirme le professeur Jean-Pierre KIFUABALA TEKILAZAYA, « la controverse a été longtemps vive sur la question de savoir à quel titre l'Etat acquiert la succession en cas de déshérence ? La réponse est maintenant réglée. L'on considère aujourd'hui que l'Etat recueille la succession en vertu de son droit sur les biens sans maître. Car, en effet, l'article 12 de la loi foncière dispose que les biens sans maître appartiennent à l'Etat. Il le reçoit en vertu de son droit de souveraineté parce

qu'il se trouve sur son territoire, mais aussi pour prévenir les désordres qu'entraîneraient les entreprises de ceux qui convoitent les successions vacantes. »

Dans le même ordre d'idée, renchérit le Professeur Eddy MWANZO Idin'AMINYE, « à défaut des héritiers des quatre catégories, la succession ira à l'Etat comme succession en déshérence [...] Le droit de l'Etat ne s'ouvre que dans le cas où le défunt ne laisse ni enfant, ni parent, ni conjoint.

L'Etat n'est pas héritier quand il recueille la succession d'une personne décédée sans laisser de famille ni avoir institué de légataire. Ce n'est pas en vertu d'une vocation successorale, mais en qualité de souverain, afin de ne pas laisser les choses à l'abandon et les droits sans titulaire.⁹

Faisant nôtre les arguments avancés par les deux auteurs précités, nous pouvons ajouter que l'Etat ne peut en aucun cas être considéré comme successeur ou mieux comme héritier pour des raisons suivantes : en premier pour venir à la succession, il faut appartenir dans la famille du *de cuius*, il est inenvisageable de croire que l'Etat peut avoir des liens de famille avec une personne physique décédée en sa qualité de personne morale de droit public ; en deuxième lieu, une des conditions, à laquelle est soumise l'héritier, l'absence d'indignité, or nous savons que l'Etat ne peut pas être concerné par cette condition, car elle ne concerne uniquement que les personnes physiques et non moral, rien que pour ces deux raisons l'Etat ne peut jamais être considéré comme héritier.

I.4. La protection des droits des créanciers du *de cuius*

La législation congolaise en matière des successions règlemente la question de la déshérence successorale sans faire état de la protection des éventuels créanciers du défunt. Ceci dit, lorsqu'une succession est tombée en déshérence, elle est dévolue à l'Etat comme l'a si bien dit l'article 763 du Code de la famille. Et dans pareille situation rien n'est dit pour ce qui est de la sauvegarde des droits des créanciers du défunt, alors que du vivant du débiteur, son patrimoine était le gage commun de ses créanciers.

A l'état actuel du Code de la famille, aucune disposition ne protège les créanciers d'une personne décédée dont la succession est tombée en déshérence. C'est ainsi que nous disons une réforme législative s'impose à la question, laquelle réforme sera examinée dans notre deuxième partie du travail. Néanmoins, la doctrine tente de répondre déjà, à cette question, quand bien même il n'y a pas unanimité sur la position adoptée.

⁹ E. MWANZO idin'AMINYE, *Que dit le code de la famille de la République démocratique du Congo ? commentaire article par article*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 459.

En cas de déshérence successorale, l'Etat exerce ici ses prérogatives, en tant que puissance publique, sur les biens vacants ou sans maître situés sur son territoire. *L'Etat n'est donc pas un héritier véritable.*

Lorsque l'Etat recueille la succession en déshérence après avoir effectué les formalités de publicités, il sera tenu à l'égard des créanciers, même si cela n'apparaît pas clairement dans la loi. Car, la succession est une universalité qui comprend à la fois l'actif et le passif. Cela fait que l'acceptation d'une succession implique nécessairement l'acceptation de ses deux composantes à savoir l'actif et le passif successoral.¹⁰

Pour le Professeur Jean-Pierre KIFUABALA TEKILAZAYA, l'Etat n'est tenu du passif successoral que dans la mesure où il recueille l'actif. « L'on ne peut mettre à charge de la collectivité les dettes de tous les débiteurs qui sont morts insolubles disent FLOUR et SOULEAU. » L'Etat ne devient pas ainsi l'ayant cause du défunt.¹¹

II. PLAIDOYER POUR LA CONSÉCRATION D'UNE PROTECTION EFFICACE DES CREANCIERS DU DE CUJUS DANS UNE SUCCESSION TOMBEE EN DESHERENCE

Dans ce point, nous examinerons la succession vacante, les personnes habilitées à saisir la juridiction compétente, la désignation du curateur, les obligations et responsabilité du curateur, le contrôle de la mission du curateur, les pouvoirs du curateur, la fin de la mission du curateur, l'organisation de la déshérence successorale de *lege ferenda* en droit congolais et enfin la procédure à suivre.

II.1. Les causes de l'ouverture de la vacance

La notion de succession vacante n'est pas abordée en droit congolais, Partant de ce constat, il est tout à fait logique à ce que ses causes ne soient pas énumérées dans cette législation. Pour ce faire, nous inspirant de ce qui est prévu en France, au Sénégal et au Comores, nous proposons trois causes susceptibles de conduire à la déclaration d'une succession vacante.

- Lorsqu'il n'y a personne pour réclamer la succession ou il n'y a pas d'héritier connu ;
- Lorsqu'après tous les héritiers connus ont renoncé à la succession ;
- Lorsqu'après l'expiration d'un délai de cinq mois¹² depuis l'ouverture de la succession, les héritiers connus n'ont pas opté, de manière tacite ou expresse.

¹⁰ H-P. MUPILA NDJIKE KAWENDE, *op. cit.*, p. 81

¹¹ J-P. KIFUIBALA TEKILAZAYA, *Droit civil congolais : régimes...*, *op. cit.*, p. 182.

¹² Ici il faut signaler qu'actuellement le délai pour faire l'option est de trois mois comme le dispose l'article 801 alinéa 2 du code de la famille. Mais nous proposons que lequel délai soit

Il ressort clairement des causes ci-haut citées de l'ouverture de la vacance de la succession que l'objectif poursuivi est d'éviter qu'il ait l'existence des successions qui ne soient réclamées. Cette situation peut entraîner comme conséquence, l'existence des biens sans maître.

II.2. Les personnes habilitées à saisir la juridiction compétente

Le Président du Tribunal compétent peut être saisi par tout intéressé c'est-à-dire par un créancier, par toute personne qui assurait, pour le compte de la personne décédée, l'administration de tout ou partie de son patrimoine, ou par toute autre personne intéressée ou enfin par le Ministère public.

Ici il faut dire dès que les personnes visées ci-haut ont connaissance de l'existence d'une succession vacante, elles sont tenues d'en apporter l'information ou mieux de saisir le Président de la juridiction compétente afin qu'il prenne toutes les dispositions utiles.

II.3. La désignation du curateur

L'institution du curateur nous paraît plus qu'important. Pour ce faire, dans le futur nous suggérons l'organisation en droit congolais, de la fonction du curateur, qui devra être exercé par un agent du domaine d'administration des successions, lequel doit être désigné par le Tribunal de paix. Cependant, là où il n'existe pas encore le Tribunal de paix, cette désignation est faite par le Tribunal de grande instance du lieu de l'ouverture de la succession.

A défaut des personnes disponibles pour s'acquitter de la mission du curateur, le Tribunal désigne une personne qu'il juge capable et à charge, pour le Tribunal, de statuer sur ses honoraires.

L'ordonnance portant désignation du curateur est soumise à une certaine publicité qui est organisée de la sorte :

- L'ordonnance qui désigne le curateur est affichée au greffe du Tribunal qui l'a rendu ;
- L'ordonnance qui désigne le curateur est publiée dans deux journaux du pays dont l'un doit se trouver dans la province de l'ouverture de la succession et l'autre dans le ressort du Tribunal qui l'a rendu, et elle doit indiquer l'identité complète de la personne décédée ;
- Si aucun journal ne paraît dans la province de l'ouverture de la succession, la publicité est effectuée par voie d'affichage au chef-lieu de la province, aux sièges administratifs des territoires, des villes, des communes, des secteurs et des chefferies.

ramené à cinq ans, afin qu'il soit un peu long, car l'exercice de l'option est un acte lourd des conséquences juridiques. De ce fait, nous estimons que le cinq mois suffisent pour donner le temps nécessaire aux héritiers de réfléchir, afin d'opérer des choix judicieux.

La finalité poursuivie par ces formalités publicitaires est principalement d'en informer les créanciers éventuels, et de rendre cette procédure opposable à tous, afin que personne ne puisse en prétexter l'ignorance, étant donné que cette procédure est lourde de conséquences juridiques et financières.

II.4. Les obligations et responsabilité du curateur

La mission du liquidateur étant très délicate, il est tout à fait loisible à ce qu'une série d'obligations pèse sur sa personne afin de mieux le responsabiliser.

II.4.1. Les obligations du curateur

Le curateur est tenu à l'obligation d'inventaire qu'il doit faire auprès de greffe de la juridiction qui l'a désigné. En sus de cela, il a l'obligation de tenir une comptabilité élémentaire au cours de l'exercice de son ministère et de rendre compte de sa gestion.

II.4.1.1. L'inventaire

Dès son entrée en fonction, le curateur doit faire faire sans désemparer l'inventaire, qui doit porter sur tous les biens meubles et immeubles, et sur les passifs de la succession. Pour y parvenir, en cas de besoin, il peut se faire assister par un ou plusieurs experts. L'inventaire est fait soit par le greffier, soit par le notaire.

Pour le rendre opposable, l'inventaire est soumis à la publicité dans les mêmes conditions que celles ayant trait à l'ordonnance portant désignation du curateur.

II.4.1.2. L'obligation de tenir une comptabilité

En sa qualité de gestionnaire de la succession vacante, le curateur est obligé de tenir une comptabilité, élémentaire qu'elle soit. Pour y parvenir, le curateur doit tenir les registres ci-après désignés :

- un document reprenant la consistance de la succession tant dans sa partie active que passive ;
- un registre journal de recettes et de dépenses ;
- un grand livre de compte ouvert. ;
- un document reprenant tous les paiements effectués pour le compte de la succession, si lesdits paiements sont supérieurs à 1.000.000 Francs congolais, ils doivent impérativement avoir lieu par voie bancaire.

Ces registres doivent être cotés et parafés par le Président du Conseil de curatelle.

II.4.1.3. L'obligation de rendre compte

L'obligation de rendre compte pèse doublement sur la tête du curateur, en ce qu'il doit rendre compte de sa gestion au Conseil de curatelle et au du Président du tribunal qui l'a désigné, chaque mois.

II.4.2. La responsabilité du curateur

Voulant rendre le curateur plus responsable dans sa gestion, nous avons trouvé nécessaire de suggérer la consécration de la responsabilité personnelle de celui-ci dans le cadre de sa gestion.

II.5. Le contrôle de la mission du curateur

Le contrôle de la mission du curateur s'effectue à deux niveaux : par le Conseil de la curatelle et par le Président de la juridiction ayant rendu l'ordonnance portant désignation de celui-ci.

La surveillance des actes du curateur est assurée par un organe appelé : « le Conseil de la curatelle ». Cet organe est composé du Procureur près la juridiction ayant rendu l'ordonnance portant désignation du curateur, d'un agent désigné par le service du domaine des successions et d'un représentant de l'autorité politico-administrative du lieu de l'ouverture de la succession.

Au moment de la signification de l'ordonnance portant désignation du curateur, le Tribunal compétent porte également à la connaissance du Président du Conseil, du Directeur du domaine des successions y compris auprès de l'autorité politico-administrative de l'existence d'une succession vacante ; et enjoint au Président du Conseil de prendre toutes les dispositions utiles ayant trait à ses fonctions.

Sur initiative de son Président ou de son remplaçant, le Conseil peut exiger au curateur la production des documents comptables y afférents à l'exercice de son ministère et ceci sans désemparé. S'il estime nécessaire, le Président ou son remplaçant peut effectuer des descentes dans les locaux du curateur en vue de s'imprégner de sa gestion de la succession et s'y livrer à toutes les investigations qu'il juge convenables et ceci à tout moment.

Pour assurer la traçabilité des opérations du curateur, le rapport à soumettre au Président du Conseil et auprès du Président de la juridiction ayant désigné le curateur doit contenir les éléments suivants :

- un tableau récapitulatif d'actif et du passif ;
- un tableau reprenant les différentes dépenses par lui effectuées ;
- les différences preuves des paiements ;
- la liste des créanciers, s'ils existent.

II.6. Les pouvoirs du curateur

Le curateur une fois désigné par le Président de la juridiction compétente dispose des larges pouvoirs. Ces pouvoirs évoluent au fil de sa mission¹³, dès sa nomination, jusqu'après l'écoulement du délai de cinq mois.

¹³ C. RENAULT-BRAHINSKY, *op. cit.*, p. 56.

II.6.1. Dès sa désignation

Dès sa désignation, le curateur dispose de plusieurs missions dont nous pouvons citer :

- il prend possession des valeurs et autres biens détenus par des tiers;
- il poursuit le recouvrement des sommes dues à la succession ;
- il peut poursuivre l'exploitation de l'entreprise individuelle dépendant de la succession, qu'elle soit commerciale, industrielle, agricole ou artisanale;
- il consigne les sommes composant l'actif de la succession ainsi que les revenus des biens et les produits de leur réalisation après prélèvement des frais d'administration, de gestion et de vente dans l'institution financière ;
- il représente la succession vacante en justice en tant que défendeur ou demandeur.

II.6.2. Avant l'écoulement du délai de 5 mois

Dans les cinq mois qui suivent l'ouverture de la succession, les pouvoirs du curateur sont limités, au motif que, durant cette période, quoi que visiblement la succession semble être vacante, les héritiers ou les légataires peuvent toujours être découverts, ou encore ils peuvent accepter la succession.

Ces pouvoirs du curateur sont ainsi limités, par prudence, dans l'intérêt des uns et des autres.

A cet effet, durant cette période, ces missions se limitent comme suit :

- il procède aux actes purement conservatoires et de surveillance¹⁴ ;
- il accomplit les actes d'administration provisoire¹⁵ ;

¹⁴ Les actes conservatoires : sont ceux qui n'ont d'autre but que de conserver l'actif de la succession, ceux qui impliquent le souci de veiller avant tout aux intérêts de la succession. Il s'agit essentiellement des actes juridiques dont notamment ; agir en justice au nom et pour le compte de la succession, l'inscription d'une hypothèque, faire pratiquer une saisie conservatoire sur les biens meubles d'un débiteur de la succession, vendre des objets difficiles à conserver, demander un terme à un créancier de la succession... Les actes de surveillance : sont des actes purement matériels par lesquels le liquidateur veille à ce que les biens de la succession ne se dispersent pas. A titre d'exemple ; faire exécuter des travaux matériels de réparation urgente d'un immeuble de la succession.

¹⁵ Les actes d'administration provisoire : sont ceux qui ne sont ni des actes de conservation, ni des actes de surveillance, mais qui, sans être des actes de disposition, engendrent certains engagements importants pour la succession. En vertu de l'article 809 du Code de la famille, ces actes doivent être approuvés par le Conseil de famille. Ils comprennent notamment ; la perception des loyers de la succession, la perception des fruits et produits des biens successoraux, la perception des créances de la succession, le fait de donner en bail à court terme un immeuble de la succession ou même le fait de résilier un contrat de bail portant sur un tel immeuble, le paiement des dettes de la succession qui sont devenues exigibles, le paiement des frais funéraires, frais de médecins, salaires de ouvriers, fournitures de subsistance.

- il vend les biens périssables, mais à charge pour lui d'en informer immédiatement le Conseil de curatelle et le Tribunal qui l'a désigné.

II.6.3. Après l'écoulement du délai de 5 mois

A l'issue du délai de cinq mois, période qui coïncide avec le temps accordé aux héritiers afin d'user du droit d'option qui leur est reconnu, le curateur dispose des pouvoirs très étendus, qui se résument comme suit :

- il accomplit l'ensemble des actes conservatoires et d'administration;
- il procède à la cession des actifs jusqu'à l'apurement du passif;
- il ne peut céder les immeubles que si le produit prévisible de la vente des meubles apparaît insuffisant;
- il procède ou fait procéder à la vente des biens dont la conservation est difficile ou onéreuse, même lorsque leur réalisation n'est pas nécessaire à l'acquittement du passif.

La vente doit être autorisée par le Président du Tribunal de Paix ou de Grande instance ; elle doit avoir lieu selon les modalités suivantes :

- soit à l'amiable ou judiciaire, dans le dernier cas, elle a lieu dans les formes prévues par la législation sur la vente publique ;
- la vente doit faire l'objet d'une publicité afin d'informer les créanciers et les éventuels acquéreurs.

II.7. La fin de la mission du curateur

La curatelle étant une situation provisoire et préparatoire à une autre étape, elle prend fin pour multiples raisons que nous voulons énumérées ci-dessus :

- par l'affectation intégrale de l'actif au paiement des dettes, des charges de la succession et des legs;
- par la restitution de la succession aux héritiers dont les droits sont reconnus;
- par la vente de la totalité de l'actif et la consignation du produit net auprès du fond de garantie et de prévoyance ;
- par l'envoi de l'État en possession.

II.8. L'organisation de la déshérence successorale *de lege ferenda* en droit congolais

Il sera question à ce niveau d'exposer la procédure à suivre pour constater la déshérence successorale et la fin de la déshérence.

II.8.1. La procédure à suivre

La matière de la déshérence n'est pas bien organisée en droit congolais ; ce qui fait que rien n'est dit sur la juridiction devant laquelle cette procédure se déroule. En principe, l'envoi en possession est soumis à des formalités qui doivent être respectées rigoureusement.

Pour pallier à ce vide, nous proposons qu'en matière d'*envoi en possession provisoire*, la juridiction compétente soit le Tribunal de paix ou de grande instance qui a désigné le curateur. Il est saisi par le curateur afin qu'il puisse constater la déshérence et par ricochet envoyer l'Etat en possession provisoire. Le Tribunal est saisi par le biais d'une requête. Il statue par *une ordonnance* susceptible des voies de recours prévues en droit commun de la procédure.

Dix jours à dater de sa saisine par le curateur, le Tribunal compétent sans désarmé, est tenu de rendre l'ordonnance constatant la fin de la curatelle et l'envoi de l'Etat en possession provisoire.

Une question est de savoir si l'héritier ou les héritiers peuvent accepter la succession à tout moment ?

La réponse est négative. En effet, selon notre entendement nous estimons que *ce droit doit être limité dans le temps*. Nous sommes sans ignorer qu'à l'étape actuelle de la législation congolaise, lorsqu'une succession est tombée en déshérence et que l'héritier ou les héritiers venaient à être découverts une année après l'accomplissement des formalités publicitaires, ils recevront la succession à l'état où elle se trouve, déduction faite des frais de garde, de gestion et d'éventuelles dispositions faites par l'Etat.

L'on peut croire à première vue qu'aucune précision du délai n'a été apportée par l'article 763 alinéa 5 dont voici l'économie : « Après ce délai, les héritiers, qui se présenteront, recevront l'héritage dans l'état où elle se trouve, déduction faite des frais... » Il est question de savoir à quel délai fait allusion cette disposition légale ? La bonne interprétation de la loi ou encore le bon sens nous pousse à affirmer qu'il s'agit du délai de la publication des informations ayant trait à la succession tombée en déshérence. Mais comme la loi est un tout et qu'il existe un dernier alinéa de cet article, il s'agit de l'alinéa 6 de l'article 763 du Code de la famille qui dispose que : « après cinq ans à dater de la publication, la succession est définitivement acquise à l'Etat ». Ce qui signifie que cinq ans à compter de la date de la publication des informations ayant trait avec la succession tombée en déshérence, *l'Etat est envoyé en possession définitive*.

Par le fait de l'envoi en possession définitive, la succession est définitivement acquise par l'Etat, avec comme conséquence, même si le ou les héritiers venaient d'être retrouvés, ils n'auront plus droit à la succession.

L'inobservance par l'Etat des différentes formalités peut l'exposer à une condamnation aux dommages et intérêts. Ainsi, il a été jugé que l'Etat ne peut pas devenir propriétaire des biens successoraux si la procédure décrite dans l'article 763 du Code de la famille et spécialement la publicité que cette disposition prévoit, n'a pas été correctement réalisée (CA Kinshasa/Matete, 03 avril 2003, RCA 4226, inédit citée J.P. KIFUABALA TEKILAZAYA...) ; que

l'Etat recueille les successions à défaut d'héritiers, par droit de déshérence. Une clause d'exhérédation, valable dans la mesure où elle concerne les parents du testateur, est nulle à l'égard de l'Etat, le testateur ne pouvant, par une exhérédation pure et simple, et sans désigner de légataires, faire échec aux droits de l'Etat. Par suite, doit être cassé l'arrêt qui, pour faire droit à la demande de la sœur du *de cuius* tendant à la nullité de la clause d'exhérédation, relève que la disposition générale prise par ce dernier vise non seulement ses parents mais l'Etat et ouvre ainsi les droits des héritiers. (Capitant. F. TERRE et Y. LEQUETE, *les grands arrêts de la jurisprudence civile*, Tome 1, 11^{ème} édition, 2000, p. 441, en cause : l'Administration des domaines contre Consorts Moreau).¹⁶

II.8.2. La fin de la déshérence

La déshérence prend fin en cas d'acceptation de la succession par un héritier ou les héritiers ou par l'envoi de l'Etat en possession définitive de la succession, qui est l'œuvre soit du Tribunal de paix, soit du Tribunal de grande instance. Cette envoie a comme conséquence, la succession est à son tour confiée à un organe dénommé : « Administration du domaine des successions. »

Dans l'état actuel de la législation, le délai reconnu aux héritiers afin de renoncer est de « trois mois ».¹⁷ Dans le cadre de cette étude, nous avons proposé que ce délai soit élevé à « cinq mois ».

Il peut arriver que dans le cinq mois aucun héritier n'accepte la succession ; Par conséquence, celle-ci est déclarée vacante, et tombe en déshérence. Dans ce cas, il est possible à l'héritier ou aux héritiers d'user de leur droit « d'acceptation ». Mais dans la dernière hypothèse, ils sont obligés de se contenter de ce qui est resté de la succession, ils ne peuvent pas se prévaloir de leur qualité d'héritier pour demander la totalité de la succession.

Si l'acceptation est possible avant l'envoi de l'Etat en possession définitive, la situation de l'héritier ou des héritiers qui ont renoncé à la succession est toute autre. En cas de renonciation, l'héritier ou les héritiers ne peuvent plus revenir sur leur option, c'est-à-dire, se rétracter, la renonciation étant faite, elle devient de ce fait irrévocable.

¹⁶ E. MWANZO idin'AMINYE, *Que dit le code... op. cit.*, p. 460.

¹⁷ Article 801 alinéa 2 du code de la famille.

III. LA SAUVEGARDE DES DROITS DES CREANCIERS DU DEFUNT EN CAS DE DESHERENCE SUCCESSORALE : PROPOSITION D'UN MECANISME DE SOLUTION EN DROIT CONGOLAIS

Pour mieux appréhender la question de la protection des créanciers du défunt, nous nous proposons de commencer par l'examen du sort des créanciers du défunt *de lege lata* et ensuite nous nous proposons d'examiner cette question *de lege ferenda*.

III.1. Le sort des créanciers du défunt *de lege lata*

De la lecture intelligible du Code de la famille, plus précisément en son article 763, nous avons constaté que la législation congolaise est lacunaire en ce qui concerne la déshérence successorale, et ne traite pas la question de la vacance successorale ni celle du sort des créanciers de *de cujus*, devenus créanciers de la succession par le fait de la mort de leur débiteur.

A ce sujet, à l'absence d'un cadre juridique susceptible de protéger les droits des créanciers du *de cujus*, le bon sens voudrait que le sort de ces derniers (créanciers) soit traité au cas par cas, selon que leurs créances soient garanties par des sûretés ou pas. La protection des créanciers gagistes sera différente de la protection des créanciers chirographaires.

En application de l'article 756 du Code de la famille qui dispose : « les droits et obligations du *de cujus* constituant l'hérédité passent à ses héritiers et légataires conformément aux dispositions du présent titre, hormis le cas où ils sont éteints par le décès du *de cujus* ». L'interprétation extensive de cette disposition légale nous fait croire que s'agissant du paiement des créanciers du défunt, les créanciers gagistes doivent être payés avant les créanciers chirographaires. , étant donné qu'ils bénéficient des droits de suite et de préférence sur les biens de leurs débiteurs, lesquels biens passent auprès des héritiers.

A titre exemplatif, si le défunt laisse une maison grevée d'hypothèque, ou encore si avant son décès, il avait donné un bien mobilier en gage avec dépossession, le créancier hypothécaire a le droit de suite sur l'immeuble en quelques mains qu'il se trouve, et le cas d'une vente éventuelle, le créancier dispose de droit de préférence sur les fruits de ladite vente.

Nous confirmons cela, tout en sachant qu'en cas de décès de la personne qui a constituée l'hypothèque, cette dernière demeure et ses héritiers sont tenus vis-à-vis des créanciers du défunt. En résumé, le décès n'est pas une cause pouvant mettre fin à l'exercice des droits liés à l'hypothèque.

S'agissant des créanciers dont les créances sont garanties par « des gages », ils gardent tous les droits attachés à cette sûreté mobilière, droits qui peuvent se traduire en cas de non paiement par la vente des biens et de se faire payer

par préférence par rapport aux autres créanciers, sauf existence d'une cause légale de préférence.

Il en est de même des créanciers qui exercent leur droit de rétention sur les biens composant la masse successorale, considérant le fait selon lequel, la mort ne fait pas obstacle à ce droit ; les créanciers rétenteurs, en cas de non paiement de leurs créances sont en droit de continuer de retenir les biens, et de faire vendre lesdits biens afin qu'ils soient payés par préférence aux autres créanciers de la succession.

Tout compte fait, nous confirmons que les sûretés telles qu'organisées en droit positif congolais subsistent, en cas du décès du débiteur. Mais s'il s'est avéré que les créances du défunt ne soient pas garanties par des sûretés, dans l'hypothèse d'une succession est déficitaire, c'est-à-dire, celle dans laquelle les fruits de l'actif réalisé ne soient pas en même couvrir le passif de la succession ; devant pareille situation aucune protection n'est prévue en droit congolais.

Pour pallier à cette situation, il nous a paru utile de proposer la protection des créanciers successoraux, par la mise en place d'une réforme législative en la matière, notamment par la création d'un fond de prévoyance et de garantie des successions.

III.2. La création du fond de prévoyance et de garantie des successions

La création de ce fond exige à ce que soient déterminés son fonctionnement, ses missions, sa composition ainsi que ses sources de financement.

III.2.1. Composition et fonctionnement du fond

Le fond de prévoyance et de garantie des successions déficitaires est rattaché au domaine d'administration des successions en déshérence, le Directeur du domaine d'administration des successions déficitaires est de droit gestionnaire du fond ci-haut cité.

Le Directeur du domaine ne gère pas seul les ressources du fond. Il les gère sous les yeux avec le concours du Procureur général en province et, dans la ville de Kinshasa avec le concours du Procureur près la Cour d'appel de la Gombe.

Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur ainsi que ses collaborateurs engagent leur responsabilité personnelle pour les fautes professionnelles.

III.2.2. Missions du fond

Lorsqu'une succession est tombée en déshérence, deux problèmes sont susceptibles de retenir notre attention, auxquels peuvent être confronté les personnes appelées à administrer ladite succession et les créanciers; celui de manque de fond nécessaire pour conduire à bon port des opérations ayant trait à l'administration de la succession et dans une certaine mesure, il peut s'avérer

que l'actif de la succession réalisé ne soit pas en même de désintéresser l'ensemble de créanciers du défunt, devenu créancier de la succession. Ces deux préoccupations sont restées sans réponse dans la législation congolaise.

Pour répondre à notre première préoccupation, nous nous sommes inspiré de la solution proposée en droit comorien et en droit sénégalais, *mutatis mutandis*.¹⁸

Pour rappel voici la situation dans la législation Comorienne sur la question ; aux termes de l'article 47 alinéa 1 du Décret du 27 janvier 1885 portant administration des successions vacantes, lorsqu'une succession n'a pas de fonds réalisés pour faire face aux dépenses indispensables à son administration ou aux frais de justice, il y est pourvu par le curateur à l'aide d'un fonds de prévoyance, dans les limites indiquées par la loi...

Dans la législation sénégalaise, lorsqu'une succession n'a pas de fonds réalisés pour faire face aux dépenses indispensables de son administration ou aux frais de justice, l'avance en est faite par le service de l'enregistrement dans les conditions indiquées, ainsi que nous les avons évoqués ci-haut. Le siège de la matière se trouve aux articles 771 et 718 du Code civil sénégalais.

Pour notre part, nous proposons au législateur congolais : lorsqu'une succession n'a pas des fonds nécessaires pour faire face aux différentes dépenses inhérentes à son administration ou aux frais de justice, il est pourvu par le fond de prévoyance et de garantie des successions déficitaires les sommes nécessaires y afférentes.

Pour des raisons organisationnelles, au sein du fond de prévoyance et de garantie des successions, les décaissements doivent être autorisés par le procureur en sa qualité du Président du Conseil de curatelle et de l'organe de la loi, sur demande motivée du curateur. Les sommes données sont considérées comme des prêts faits à la succession, qui par la suite doivent être payées à l'issue de la réalisation de l'actif de la succession concernée dans l'hypothèse où la succession dispose des moyens, et que cette situation n'était que passagère.

La deuxième préoccupation, à savoir lorsque la succession tombée en déshérence est déficitaire est également restée sans réponse en droit congolais ainsi que dans les trois législations. D'où nous proposons une solution originale.

Dans le souci de pallier à ce vide, nous avons proposé une solution originale. Cette solution n'est rien d'autre que la création d'un fond de garantie, qui aura pour missions, au cas où le produit issu de la réalisation de la succession ne parvient pas à couvrir la dette, ou encore ne parvient pas à désintéresser tous les créanciers avec ses fonds propres, le curateur doit saisir le *fond* au profit des créanciers afin que celui-ci puisse leur payer ce qu'il faut.

¹⁸ *Mutatis mutandis* : une expression latine qui signifie en changeant ce qui peut être changé.

La raison qui nous a poussé à proposer *de lege ferenda* est la suivante : quand l'Etat récupère une succession, étant donné qu'il n'est pas « héritier », ceci à pour conséquence, ce dernier ne peut pas être tenu de payer au-delà de ce qu'il a recueilli dans le cadre de cette succession. Ceci dit, il est tenu du passif en concurrence de l'actif.

En droit congolais, l'on succède à la personne et non aux biens. Cette réalité se traduit par le fait qu'en étant investi de l'actif, l'héritier est aussi tenu du passif dans son ensemble. Techniquement, l'on dira que la succession est *ultra virins*.

Il nous revient de dire qu'en pareil cas, lorsque dans une succession vacante l'actif réalisé ne suffit pas pour couvrir le passif, les créanciers de la succession qui avaient pour sûreté « le droit de gage sur les biens de leur débiteur », vont se retrouver dans une situation précaire où ils ne savent à quel saint se vouer, pour y remédier, la solution passe par la création du *fond prévoyance et de garantie des successions déficitaires en République Démocratique du Congo*.

III.2.3. Sources de financement du fond

Le fond de prévoyance et de garantie des successions déficitaires est doté d'un patrimoine propre y égard à ses missions et attributions. Ce patrimoine tire ses sources : des prélèvements parafiscaux, des dons et legs, des dotations de l'Etat et des fonds issus de la réalisation des successions qui sont tombées en déshérence.

Dans le cas sous examen, l'objectif étant de financer le fond de prévoyance et de garantie des successions déficitaires, nous proposons chaque fois qu'une mutation pour cause de décès devra être opérée, le ou les bénéficiaires devront payer un prélèvement au profit du fond ; sa hauteur sera de 5 % de la valeur du bien faisant l'objet de la mutation. Lorsqu'il s'agit d'un héritier de première catégorie, 7 % pour les héritiers d'autres catégories et 10 % lorsqu'il s'agit d'un légataire. Le paiement de ce prélèvement est un préalable en vue de la mutation. Aucune mutation ne peut être opérée si les parties prenantes ne s'assurent pas que l'intéressé a apporté les preuves de paiement de ce prélèvement auprès des services du fond de prévoyance et de garantie des successions déficitaires.

En dehors des prélèvements ci-haut évoqués, le fond peut bénéficier des dons et legs de personnes physiques ou morales de bonne foi. Ces ressources peuvent lui servir pour s'acquitter de sa mission : celle de protéger les intérêts pécuniaires des créanciers des successions en déshérence dont les actifs ne sont pas en mesure de couvrir les passifs.

Dans le but de diversifier les sources de financement du fond, il nous a paru aussi important d'imager une ligne budgétaire dans les budgets provinciaux

ayant pour finalité alimenter le fond et ceci chaque année, considérant que pour, raison de proximité, chaque province et la ville de Kinshasa devra être dotée d'un fond de prévoyance et de garantie des successions déficitaires.

Lorsqu'une succession est déclarée vacante, et que la procédure est conduite à bon port, le curateur gère et administre ladite succession, en ce qu'il répertorie les créanciers s'ils existent. Il réalise l'actif pour apurer le passif de la succession. En fin de compte, s'il s'avérait que certains biens sont restés, ils seront dévolus à l'Etat. L'on parlera de la déshérence successorale.

Nous pensons que les fruits des successions tombées en déshérence doivent être mis à profit pour alimenter le fond de prévoyance et de garantie des successions déficitaires.

CONCLUSION

Les successions font partie du droit de la famille. En R.D.C. elles sont actuellement régies par la loi n° 87-010 du 1^{er} août 1987 portant Code de la famille telle modifiée et complétée par la loi n°16-008 du 15 juillet 2016.

Si du vivant d'une personne, son patrimoine est considéré comme le *gage commun de ses créanciers*, par le fait de la mort, son patrimoine passe à ses héritiers, avec comme conséquence, que les héritiers sont tenus de répondre de toutes ses dettes, car en droit congolais l'on succède de l'actif et du passif.

Dans un premier temps, nous avons proposé qu'une différence claire et nette puisse être faite entre la succession vacante et la succession en déshérence. La succession vacante doit être entendue comme celle dans laquelle il ne se présente personne pour la réclamer, qu'il n'y a pas d'héritier connu, que tous les héritiers connus ont renoncé à la succession ou encore après l'expiration d'un délai de cinq mois depuis l'ouverture de la succession, les héritiers connus n'ont pas opté, de manière tacite ou expresse. La succession en déshérence est dévolue à l'Etat lorsque la vacance prend fin.

Pour ce qui est de la vacance, cette étude a les mérites de proposer : la personne ayant pour mission de gérer une succession vacante ; le Tribunal compétent pour la désigner ; les obligations ainsi que sa responsabilité en cas des manquements dans l'exercice de ses fonctions. Nous avons martelé aussi sur la protection des créanciers du défunt. Pour ce faire, si l'actif réalisé ne suffit pas pour couvrir le passif, nous avons proposé la création d'un fond de prévoyance et de garantie des successions déficitaires, pouvant pallier à cette situation.

Dans la conduite de la procédure de la déshérence, nous avons proposé la clarification de la situation, en ce que soit connue la juridiction compétente pour déclarer la déshérence successorale, la personne habilitée à la saisir et la procédure à suivre, étant entendu que dans l'état actuel de la législation congolaise, il y a un flou artistique en la question. En sus de ce qui vient d'être dit, signalons également que nous avons suggéré la création d'un service dénommé ; « Administration du domaine des successions » ayant pour attributions la gestion des biens issus des successions en déshérence. C'est près de ce service que doit être attaché le fond de prévoyance et de garantie des successions déficitaires.

Bref, cette étude a débouché sur des propositions *de lege ferenda* d'une loi qui devrait prendre en charge la question de la déshérence successorale sans oublier la protection des créanciers du *de cuius*. Cette matière est très importante, mais malheureusement ignorée dans la législation congolaise.

BIBLIOGRAPHIE

I. LES INSTRUMENTS JURIDIQUES

1. Loi n° 73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général, régime foncier et immobilier et régime des sûretés, in *JO de la RDC*, 47^{ème} année, numéro spécial du 5 avril 2006.
2. Loi n°87-010 du 1er août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du juillet 2016, in *J.O.RDC*, n° spécial, août 2016.
3. Loi n° 73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général, régime foncier et immobilier et régime des sûretés, *J.O.Z.*, n°3, 1^{er} février 1974.

II. OUVRAGES

1. AMISI HERADY, *Droit patrimonial de la famille : régimes matrimoniaux, successions et libéralités*, Kinshasa, Editions Universitaires africains, 2022.
2. ANDRE (S-F.), *Successions et libéralités*, 2^{ème} édition, Paris, Dalloz, 2021.
3. BLANCHAR (Ch.), *Droit des régimes matrimoniaux*, Paris, LexisNexis, 2021.
4. BOMPAKA NKEYI MAKANYI, *Droit civil: régimes matrimoniaux, successions et libéralités*, Morris ville, Lulu, 2019.
5. GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), *Lexique des termes juridiques*, Paris, Dalloz, 2011.
6. KALAMBAY LUMPUNGU, *Régime général des biens*, Vol I, Kinshasa, PUZ, 1989.
7. KIFUABALA TEKILAZAYA (J-P.), *Droit civil congolais ; régimes matrimoniaux, successions et libéralités*, Lubumbashi, P.U.L, 2011.
8. MALAURIE (Ph.) et BRENNER (CL.), *Droit des successions et libéralités*, 3^{ème} édition, Paris, 2020.
9. MUPILA NDJIKE KAWENDE, *Les successions en Droit congolais*, Kinshasa, Paix- Congo, 2000.
10. MWANZO idin'AMINYE (E.), *Que dit le Code de la famille de la République Démocratique du Congo ? Commentaire article par article*, Paris, L'Harmattan, 2019.
11. MWANZO idin'AMINYE (E.), *Les régimes matrimoniaux, successions et libéralités*, Morris ville, Lulu, 2021.
12. PERES (C.) et VERNIRES (Ch.), *Droit des successions*, Paris, PUF, 2018.
13. PIEDELIEVRE (S.), *Les successions et libéralités*, 3^{ème} éd., Bruxelles, Larcier, 2020.
14. TSHIBANGU KALALA (F.), *Droit civil : Régimes matrimoniaux, successions, libéralités*, 1^{ère} éd, Lubumbashi, Cadicec, Lubumbashi, 2002.
15. YAV KATSHUNG (J.), *Les successions en droit congolais (cas des enfants)*, Cap Town, Voices Publishing, 2008.